

# La Gauche veut un référendum

Ça n'est pas une nouveauté : à gauche, on dénonce depuis plusieurs années une tendance à la privatisation des services postaux. Localement, ce combat pour le «*maintien du service public*» se traduit par des actions sur le terrain, généralement devant les bureaux de poste. C'est ce qui s'est passé le week-end dernier, à l'initiative des communistes et des socialistes de Beauchamp : deux signatures de pétitions ont été organisées, devant la Poste le

samedi et sur le marché le dimanche. «*La Poste ne doit pas être une entreprise comme les autres. Elle est un service public national qui est "la propriété de la collectivité", selon le préambule de la Constitution. Ce même texte définit l'égalité des droits et des devoirs. Pour tous et partout, le droit à la communication, le droit à l'adresse, le droit au compte et l'accessibilité bancaire doivent figurer au premier rang des missions de La Poste*», expliquent Valérie Gonçalves (Pc)

et Gilbert Cottard (Ps). Pour les élus de gauche, qui mettent en lumière la situation de nombreux pays européens, la mobilisation est indispensable : «*Partout en Europe et dans le monde, les privatisations postales ont engendré baisse de qualité de service, augmentation des tarifs et détruit des emplois. L'article 11 de la Constitution révisée ouvre le droit d'initiative citoyenne. Les citoyens doivent pouvoir décider de l'avenir de La Poste par référendum*».

**J.O.B.**